Projet de règlement grand-ducal

concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits

Avis du Conseil d'État

(28 mars 2017)

Par dépêche du 9 novembre 2016, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.

Le projet de règlement grand-ducal était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche d'évaluation d'impact, d'une fiche financière ainsi que d'une copie des directives à transposer.

L'avis de la Chambre de commerce a été communiqué au Conseil d'État par dépêche du 8 décembre 2016. Au jour de l'adoption du présent avis, l'avis de la Chambre d'agriculture, qui selon la lettre de saisine précitée, a été demandé, n'est pas encore parvenu au Conseil d'État.

Considérations générales

Le projet de règlement sous avis entend transposer trois directives techniques, à savoir :

1. la directive d'exécution 2014/96/UE de la Commission du 15 octobre 2014 relative aux prescriptions en matière d'étiquetage, de fermeture et d'emballage des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits relevant du champ d'application de la directive 2008/90/CE du Conseil ;
2. la directive d'exécution 2014/97/UE de la Commission du 15 octobre 2014 portant mesures d'exécution de la directive 2008/90/CE du Conseil en ce qui concerne l'enregistrement des fournisseurs et des variétés et la liste commune de variétés ; et
3. la directive d'exécution 2014/98/UE de la Commission du 15 octobre 2014 portant mesures d'exécution de la directive 2008/90/CE du Conseil en ce qui concerne les prescriptions spécifiques applicables aux genres et aux espèces de plantes fruitières visés à l'annexe I, de ladite directive, les prescriptions spécifiques applicables par les fournisseurs et les règles détaillées des inspections officielles.

Ces trois directives, avec la directive 2008/90/CE du Conseil du 29 septembre 2008 concernant la commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits, règlent désormais le secteur de la production et de la

commercialisation des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits.

Examen des articles

Article 1^{er}

Sans observation.

Article 2

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, il est prévu que l'organisme officiel responsable met à disposition le registre des fournisseurs « lorsque cela se justifie » sans qu'il ne soit précisé à qui et dans quels cas une telle mise à disposition dudit registre peut être accordée. Le Conseil d'État donne, par ailleurs, à considérer que les règles relatives à la mise à disposition du registre doivent, le cas échéant, tenir compte de la protection légale des données nominatives à caractère personnel que ce registre peut contenir.

Articles 3 à 17

Sans observation.

Articles 18 à 20

Au paragraphe 3 des articles sous examen, il est renvoyé à « d'autres protocoles reconnus au niveau international ». Pour des raisons de sécurité juridique, le Conseil d'État demande aux auteurs du projet de règlement grand-ducal de préciser le ou les protocoles en question.

Article 21

Sans observation.

Article 22

En ce qui concerne l'alinéa 1^{er} du paragraphe 4 de la disposition sous revue, il est renvoyé au commentaire des articles 18 à 20.

Article 23

Concernant l'alinéa 1^{er} du paragraphe 2 de l'article sous examen, il est renvoyé au commentaire des articles 18 à 20.

Article 24

Sans observation.

Articles 25 et 26

En ce qui concerne l'article 25, paragraphe 3, et l'article 26, paragraphe 3, il est renvoyé au commentaire des articles 18 à 20.

Articles 27 à 29

Sans observation.

Articles 30 et 31

En ce qui concerne l'article 30, paragraphe 3, et l'article 31, paragraphe 3, il est renvoyé au commentaire des articles 18 à 20.

Articles 32 à 44

Sans observation.

Articles 45 à 47

À l'article 45, alinéa 2, à l'article 46, alinéa 3, et à l'article 47, alinéa 3, il est indiqué de préciser de quelle loi il est question exactement. Les mots « prévu par la loi correspondante » sont à remplacer par une référence aux dispositions de l'acte qui est concrètement visé.

Article 48

Sans observation.

Articles 49 et 50

Le Conseil d'État rappelle que le principe de la légalité des peines, inscrit à l'article 14 de la Constitution, exige de définir les infractions en termes suffisamment clairs. Ainsi, suivant la jurisprudence de la Cour constitutionnelle (arrêt n° 12/02 du 22 mars 2002) « le principe de la légalité de la peine entraîne la nécessité de définir les infractions en termes suffisamment clairs et précis pour en exclure l'arbitraire et permettre aux intéressés de mesurer exactement la nature et le type des agissements sanctionnables ; que le principe de la spécification de l'incrimination est partant le corollaire de celui de la légalité de la peine consacrée par l'article 14 de la Constitution ». Or, en l'espèce, les auteurs définissent l'infraction de manière très générale et imprécise. Le texte sous examen risque dès lors d'encourir la sanction de l'article 95 de la Constitution.

S'ajoute à cela que les infractions prévues dans le règlement doivent avoir une base légale conforme aux exigences de l'article 32, paragraphe 3, de la Constitution, s'agissant d'une matière réservée à la loi.

Le Conseil d'État renvoie, par ailleurs, à son commentaire formulé à l'article 15 de l'avis relatif au projet de loi n° 7091.

Article 51

La disposition sous revue est superfétatoire, étant donné que les annexes font, de par leur nature, partie intégrante de l'acte auquel elles sont rattachées.

Articles 52 et 53

Sans observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 28 mars 2017.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Wivenes